

Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»

Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse

BERNHARD WALDMANN (direction générale)
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN
(MLaw, RA)

Août 2010

TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE»	1
TABLE DES MATIÈRES	2
§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE	1
I. SITUATION INITIALE	1
II. OBJET ET PROCEDURE	1
§ 8 LÉGISLATION RELATIVE AUX FONCTIONNAIRES.....	5
§ 9 ORGANISATION DES AUTORITÉS.....	8
§ 10 ÉCOLES - FORMATION	15
I. ÉQUIPEMENT DES INSTALLATIONS SCOLAIRES	15
II. TRAJETS ET TRANSPORTS SCOLAIRES	17
III. SORTIES SCOLAIRES.....	20
IV. ENSEIGNEMENT SUR LES REGLES DE LA CIRCULATION / EXAMEN SCOLAIRE DE CONDUITE A VELO	21
§ 11 AUTRES DISPOSITIONS	23
I. OBJETS TROUVÉS	23
II. DÉCHETS	25
III. AUTRES.....	29

§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggiu, parcheggiu
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, cyclomotore

2. La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» (www.lexfind.ch). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude¹. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

3. Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

¹ Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

4. En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1^{er} juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

5. En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)². A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

² <http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db> (consulté le 20 août 2010).

§ 8 LÉGISLATION RELATIVE AUX FONCTIONNAIRES

BS

Verordnung über die Ausrichtung von Spesen und Entschädigungen an die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantons Basel-Stadt vom 27. Juni 1995 (Spesenverordnung; SG 164.420)

Motorrad-, Moped- und Fahrradentschädigung

§ 9. Bei durchschnittlich mindestens vier angeordneten Dienstfahrten

¹ Pro Woche werden anstelle eines Umweltschutz-Abonnements für die Verwendung privater Motorräder, Kleinmotorräder, Motorfahräder und Fahrräder jährliche Pauschalentschädigungen von einheitlich Fr. 300.– ausgerichtet.

² Zusätzliche Kilometer-Entschädigungen (bzw. Tram-Entschädigungen) werden keine ausgerichtet. Dies gilt auch für sporadisch ausgeführte Dienstfahrten.

GR

Personalverordnung (PV; BR 170.410)

Art. 30 – Vergütung

¹ Die Kilometervergütung für Dienstfahrten mit dem Auto beträgt 70 Rappen, für solche mit dem Motorrad oder Kleinmotorrad 30 Rappen.

² Das Departement kann nach Anhören des POA in Ausnahmefällen auf Antrag der Dienststelle höhere Ansätze bewilligen, wenn die Dienstfahrten durch besondere Umstände eine ausserordentlich hohe Abnutzung des Fahrzeuges verursachen.

³ Für die regelmässige dienstliche Benützung von Motorfahrrädern wird eine jährliche Pauschale von 150 Franken ausgerichtet.

⁴ Parkgebühren werden nach Aufwand vergütet.

Verordnung über die Bewirtschaftung der Parkplätze der kantonalen Verwaltung (Parkplatzverordnung, PPV; BR 170.800)

Art. 2 – Bereitstellung und Parkberechtigung

¹ Der Kanton stellt den Mitarbeitenden, die dienstlich auf ein Motorfahrzeug angewiesen sind, die erforderlichen Parkplätze soweit möglich zur Verfügung. Ebenso bietet er nach Möglichkeit gedeckte Abstellplätze für Motorfahräder und Fahrräder an.

² Die Parkberechtigung wird mittels Vignette sichergestellt.

Art. 4

Die Benützung der Parkplätze und Abstellplätze ist unentgeltlich für:

Unentgeltliche Benützung

(...)

f) Fahrräder und Motorfahräder.

JU

Ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura du 21 mai 1991 (RSJ 173.461)

Art. 6 – Utilisation d'un véhicule à moteur privé

1 Le fonctionnaire peut utiliser un véhicule à moteur privé lorsque ce moyen de transport présente une économie de temps ou de frais.

2 Dans ce cas, il est versé l'indemnité kilométrique suivante :

a) (...)

b) 35 centimes par kilomètre parcouru à vélomoteur ou à motocyclette.³

LU

Besoldungsverordnung für das Staatspersonal vom 24. September 2002 (BVOS; SRL Nr. 73a)

§ 23 – Ersatz der Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel

¹ Müssen Angestellte eine Dienstreise unternehmen, werden ihnen in der Regel die Kosten für die Reise mit dem öffentlichen Verkehrsmittel ersetzt.

² Die Kosten der ersten Klasse werden ersetzt, wenn die Fahrt mit dem öffentlichen Verkehrsmittel länger als 30 Minuten dauert. Andernfalls werden die Kosten der zweiten Klasse ersetzt. Angestellte, die aufgrund eines speziellen Weiterbildungsvertrages an einen Ausbildungsort reisen, sowie Auszubildende und Praktikantinnen und Praktikanten erhalten die Kosten der zweiten Klasse ersetzt.

³ Angestellten, die regelmässig Dienstreisen unternehmen, werden die Kosten für ein Halbtaxabonnement und die verbilligten Fahrkarten ersetzt.

§ 24 – Ersatz der Kosten für ein Privatfahrzeug

¹ Ist die Benützung der öffentlichen Verkehrsmittel oder eines Fahrzeugs einer Carsharing-Firma nicht möglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar, werden den Angestellten die Kosten für die Benützung eines Privatfahrzeuges ersetzt.

² Die Kosten für die Benützung eines Autos sowie anderer Privatfahrzeuge werden wie folgt ersetzt:

(...)

Velos Fr. 5.– pro Einsatz

(...)

SG

Spesenverordnung vom 6. Dezember 2004 (sGS 143.6)

III. Reiseauslagen

Art. 7. – Grundsatz

¹ Für Dienstfahrten werden nach Möglichkeit öffentliche Verkehrsmittel benützt.

³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2003, en vigueur depuis le 1er janvier 2003.
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 décembre 2008, en vigueur depuis le 1er janvier 2009.

Art. 11. – Kleinfahrzeuge

¹ Die Vergütung für die Benützung von Kleinfahrzeugen beträgt:

- a) für Motorfahräder 20 Rp./km;
- b) für Motorräder und Roller 30 Rp./km.

TI

Legge sull'assegnazione e sull'uso di posteggi nell'amministrazione cantonale dell'8 novembre 2005 (RL 2.5.4.2)

Art. 10 – Tasse

1 Per i posteggi assegnati secondo l'art. 9 cpv. 4 è dovuta una tassa d'uso, indipendentemente dal sistema di propulsione degli autoveicoli.

(...)

Art. 11 – Esenzioni

È esente da tassa l'uso di posteggi per biciclette, ciclomotori, scooter e moto.

Legge sugli stipendi degli impiegati dello Stato e dei docenti del 5 novembre 1954 (RL 2.5.4.4)

Indennità d'uscita in caso di scioglimento del rapporto d'impiego

Art. 19 – Trasferte

Le indennità per operazioni e per missioni d'ufficio, per trasloco, per uso di macchine da scrivere, di biciclette, ecc., di proprietà del dipendente, sono regolate da speciali decreti esecutivi.

§ 9 ORGANISATION DES AUTORITÉS

AR

Strassengesetz vom 26. Oktober 2009 (StrG; bGS 731.11)

Art. 25 – Langsamverkehr, Im Allgemeinen

¹ Der Langsamverkehr (LV) umfasst den Fussverkehr, das Wandern, das Velofahren so-wie die Fortbewegung mit fahrzeugähnlichen Geräten.

² Der Regierungsrat bezeichnet eine Fachstelle für den Langsamverkehr.

³ Für die Belange des Langsamverkehrs können Kanton und Gemeinden private Fachorganisationen beiziehen und diesen vertraglich einzelne Aufgaben übertragen.

Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 28. April 1991 (bGS 760.1)

Art. 17 – Kantonsrat

¹ Der Kantonsrat erlässt die zum Vollzug dieses Gesetzes erforderliche Verordnung.

² Er genehmigt auf Antrag des Regierungsrates das Leitbild zur Förderung des öffentlichen Verkehrs und bewilligt die Kantonsbeiträge gemäss Art. 15.

Art. 18 – Regierungsrat

¹ Der Regierungsrat erlässt ein Leitbild zur Förderung des öffentlichen Verkehrs.

² Er schliesst die Vereinbarungen gemäss Art. 12 ab und bewilligt die Kantonsbeiträge gemäss Art. 15.

Art. 19 – Volkswirtschaftsdirektion

Die Volkswirtschaftsdirektion bereitet die Vorlagen, Vereinbarungen und Beschlüsse des Regierungsrates vor, vollzieht sie und nimmt die nötigen Kontrollen vor.

Art. 20 – Verkehrskommission

¹ Der Regierungsrat wählt eine aus mindestens sieben Mitgliedern bestehende Verkehrskommission.

² Ihr gehören insbesondere an:

- a) der Volkswirtschaftsdirektor als Präsident,
- b) Vertreter des Kantonsrates,
- c) Vertreter der Gemeinden,
- d) Vertreter der Verkehrsunternehmen.

³ Die Verkehrskommission berät die Volkswirtschaftsdirektion; sie erarbeitet das kantonale Leitbild zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, nimmt zu Begehren um Änderungen des Angebots und anderen wesentlichen Neuerungen zuhanden der entscheidenden Behörde Stellung und koordiniert die Förderungsmassnahmen im Sinne von Art. 4.

⁴ Die Verkehrskommission kann Experten beiziehen.

Strassenverordnung vom 19. Januar 2010 (StrV; bGS 731.111)

Art. 15 – Fachstelle Langsamverkehr (Art. 25 Abs. 2 StrG)

Fachstelle des Kantons für den Langsamverkehr ist das Planungsamt.

BL

Strassengesetz vom 24. März 1986 (SGS 430)

Tiefbauamt**§ 26 – Leitung und Organisation**

¹ Die Dienststellenleiterin oder der Dienststellenleiter als Kantonsingenieurin oder Kantonsingenieur ist Vorsitzende oder Vorsitzender der Geschäftsleitung des Tiefbauamtes. Die Stellvertreterin oder der Stellvertreter sowie die Leiterinnen und Leiter der Geschäftsbereiche sind die Mitglieder der Geschäftsleitung.

² Der Geschäftsleitung steht die Assistentin oder der Assistent der Kantonsingenieurin oder des Kantonsingenieurs zur administrativen Unterstützung zur Seite.

³ Das Tiefbauamt gliedert sich in folgende Geschäftsbereiche

- a. Verkehr
- b. Kantonsstrassen
- c. Wasserbau
- d. Zentrale Dienste

§ 27 Aufgaben

¹ Das Tiefbauamt erfüllt die Aufgaben, die der Direktion auf den Gebieten der Verkehrsinfrastruktur, des Wasserbaus sowie des Fahrzeugwesens der kantonalen Verwaltung übertragen sind.

² Dem Tiefbauamt obliegen namentlich folgende Aufgaben:

(...)

e. Planen und Realisieren der kantonalen Radrouten;

(...)

BE

Verordnung über die Leistungen des Kantons an Massnahmen und Entschädigungen im Interesse der Raumplanung vom 10. Juni 1998 (Planungsfinanzierungsverordnung, PFV; BSG 706.111)

Art. 14 – Aufsicht

¹ Die Aufsicht wird durch die Massnahmen im Sinne von Artikel 12 sowie Artikel 13 sichergestellt.

² Jede wesentliche Änderung der Arbeitsgrundlagen, des Arbeitsprogrammes, anderer Grundlagen der Beitragsgewährung oder die Beauftragung anderer als der vorgesehenen Fachleute bedürfen der Zustimmung des Amtes für Gemeinden und Raumordnung.

³ Die Aufsicht über die Wander- und Velowege obliegt der zuständigen Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion.

Ordonnance sur l'aide financière du canton aux mesures prises et aux indemnités versées dans le cadre de l'aménagement du territoire du 10 juin 1998 (Ordonnance sur le financement de l'aménagement, OFA; RSB 706.111)

Art. 14 – Surveillance

¹ La surveillance est garantie par les mesures prévues aux articles 12 et 13.

² Toute modification importante des bases ou du programme de travail, ou des autres éléments sur lesquels repose la décision de subvention, de même que l'octroi de mandats à d'autres spé-

cialistes que prévu requièrent l'accord de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire.

³ La surveillance des chemins de randonnée et des itinéraires cyclables incombe au service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

FR

Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1)

Art. 2 – Staatsrat

Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:

(...)

f) er kann die Kontrolle der Fahrräder und der Motorfahrräder einführen;

(...)

Art. 8 – Kommission für administrative Massnahmen

¹ Die Kommission für administrative Massnahmen ist zuständig für die Entscheide über:

(...)

b) das Verbot, ein Fahrrad oder ein Fuhrwerk zu benützen;

(...)

² Die Kommission setzt sich zusammen aus fünf Mitgliedern und drei Stellvertretern. Sie kann sich an Experten wenden, die beratende Stimme haben. ...

³ Die Kommission wird vom Direktor des Amtes für Strassenverkehr und Schifffahrt oder von seinem Stellvertreter präsiert. Das Sekretariat wird von diesem Amt geführt.

⁴ Der Staatsrat regelt die Organisation und die Arbeitsweise der Kommission.

Loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1)

Art. 2 Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

(...)

f) il peut instituer le contrôle des cycles et cyclomoteurs ;

(...)

Art. 8 Commission des mesures administratives

¹ La commission des mesures administratives est compétente pour prononcer :

(...)

b) l'interdiction de conduire un cycle ou un véhicule à traction animale ;

(...)

² La Commission est composée de cinq membres et de trois suppléants. Elle peut faire appel à des experts qui ont voix consultative.

³ La Commission est présidée par le directeur de l'Office de la circulation et de la navigation ou son adjoint. Son secrétariat est assumé par cet Office.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission.

GR

Strassengesetz des Kantons Graubünden vom 1. September 2005 (StrG; BR 807.100)

Art. 6 – Langsamverkehr

¹ Der Langsamverkehr umfasst insbesondere den Fussverkehr und das Wandern, das Radfahren sowie die Fortbewegung mit fahrzeugähnlichen Geräten.

Langsamverkehr

² Der Kanton koordiniert die Planung und den Bau der Anlagen von kantonalem Interesse. Die Regierung legt die entsprechenden Wegnetze nach Anhören der Gemeinden und der Regionen fest.

³ Der Kanton sorgt zusammen mit den Gemeinden für die Signalisation der Anlagen im kantonalen Interesse.

⁴ Die Gemeinden projektieren, bauen und unterhalten die Anlagen.

⁵ Die Gemeinden sorgen dafür, dass die Anlagen möglichst gefahrlos benützt werden können und der öffentliche Zugang rechtlich gesichert ist.

⁶ Für die Belange des Langsamverkehrs können der Kanton und die Gemeinden private Fachorganisationen beiziehen und diesen vertraglich einzelne Aufgaben übertragen.

⁷ Die Regierung kann eine Fachstelle für den Langsamverkehr bezeichnen.

Strassenverordnung des Kantons Graubünden vom 20. Dezember 2005 (StrV; BR 807.110)

Art. 5 – Langsamverkehr

¹ Kantonale Fachstelle für den Langsamverkehr ist das Tiefbauamt.

² Die Fachstelle führt ein Verzeichnis der Wegnetze des Langsamverkehrs.

³ Die Gemeinden regeln ihre Wegnetze des Langsamverkehrs im Rahmen der Ortsplanung.

⁴ Vor erheblichen Eingriffen in die Wegnetze des Langsamverkehrs ist das Vorhaben der Fachstelle zur Prüfung und Stellungnahme vorzulegen. Als erhebliche Eingriffe gelten die Aufhebung und Verlegung von Wegabschnitten sowie Bauten, Anlagen und Vorkehrungen, welche die Benützung dauernd beeinträchtigen.

⁵ Bei erheblichen Eingriffen kann die Fachstelle der entscheidenden Behörde Auflagen und Bedingungen beantragen.

⁶ Begründet ein erheblicher Eingriff in das Fuss- und Wanderwegnetz eine Ersatzpflicht 1), ist in der Regel der Verursacher zum Ersatz verpflichtet.

LU

Kantonale Waldverordnung vom 24. August 1999 (KWaV; SRL Nr. 946)

§ 5 – Reiten und Velofahren

¹ Befestigte Waldwege sind Wege, die mit einer Tragschicht aus Schotter oder ähnlichem Material verstärkt wurden.

² Vor dem Einbezug von unbefestigten Wegen in Reit- oder Radwegkonzepte ist die Dienststelle Landwirtschaft und Wald anzuhören.⁴

³ Die Errichtung oder Änderung von Reit- oder Velopisten bedarf des zustimmenden Entscheides der Dienststelle Landwirtschaft und Wald gemäss § 12 Absatz 2 KWaG oder ihrer Bewilligung gemäss § 13 Absatz 2 KWaG.⁵

⁴ Fassung gemäss Änderung vom 23. März 2004, in Kraft seit dem 1. April 2004 (G 2004 262).

⁴ Für eine Veranstaltung kann die Dienststelle Landwirtschaft und Wald das Reiten und das Velofahren abseits von Waldstrassen, befestigten Waldwegen oder speziell markierten Pisten bewilligen, wenn ausgeschlossen werden kann, dass Schäden an den Waldwegen entstehen und Erholungssuchende oder wild lebende Tiere gestört werden.

NW

Vollzugsverordnung zum Gesetz über die Organisation des Regierungsrates und der Verwaltung (Regierungsratsverordnung; NG 152.11)

Anhang: Aufgaben und Gliederung der Direktionen

III. Baudirektion

¹ Die Baudirektion (BD) ist für folgende Aufgabenbereiche zuständig:

(...)

b. Tiefbauamt

1. Kantonsstrassen und Radwege

(...)

SG

Strassenverordnung vom 22. November 1988 (sGS 732.11)

Art. 1.⁶ – Zuständige Stelle des Kantons

¹ Das Tiefbauamt ist zuständige Stelle des Kantons, soweit keine besonderen Vorschriften gelten.

(...)

Art. 2.⁷ – Fachstelle

¹ Fachstelle des Kantons für Langsamverkehr ist das Tiefbauamt.

Art. 9.⁸ – Staatsbeiträge, Berechnung der Pauschalbeiträge

¹ Die Pauschalbeiträge werden je Kilometer mit folgenden Kostenansätzen berechnet für:

(...)

b) Reinigung und Winterdienst der Geh- und Radwege entlang den Kantonsstrassen Fr. 4000.–;

(...)

² Die Differenz zum gesamten Kantonsbeitrag gemäss Beschluss des Kantonsrates im Rahmen des Strassenbauprogramms wird für die allgemeinen Auswirkungen des Strassenverkehrs innerhalb der Bauzonen¹⁰ anteilmässig je Kilometer an die politischen Gemeinden ausgerichtet.

Art. 11.⁹ – Kontrolle

¹ Das Baudepartement überprüft:

a) die Längen der Kantonsstrassen zweiter Klasse innerhalb der Bauzonen;

b) die Längen der Geh- und Radwege entlang den Kantonsstrassen.

⁵ Fassung gemäss Änderung vom 23. März 2004, in Kraft seit dem 1. April 2004 (G 2004 262).

⁶ Geändert durch VI. Nachtrag zum GeschR.

⁷ Geändert durch VI. Nachtrag zum GeschR.

⁸ Geändert durch VV zum Finanzausgleichsgesetz.

⁹ Geändert durch VV zum Finanzausgleichsgesetz.

SO

Verordnung über den Strassenverkehr vom 3. März 1978 (BGS 733.11)

§ 8. – Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr

Die Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr¹⁰ ist zuständig zum Erlass von Administrativmassnahmen, insbesondere:

(...)

g) Verbot des Radfahrens oder des Führens von Tierfuhrwerken;

§ 12.¹¹ – Verkehrskommission

¹ Zur Bearbeitung grundsätzlicher Probleme des Strassenverkehrs, insbesondere der Verkehrssicherheit und zur Behandlung von Fragen der Verkehrserziehung, wählt der Regierungsrat eine Verkehrskommission bestehend aus 15 Mitgliedern. Ihr gehören insbesondere an:

a) der Sachbearbeiter des Polizei-Departementes für Verkehrsmassnahmen, als Präsident;

b) je ein Vertreter der Departemente Bau- und Justiz¹² und Polizei;

c) ein Vertreter der Stadtpolizeien;

d) 3 Vertreter der Einwohnergemeinden;

e) 2 Vertreter des Erziehungswesens;

f) 4 Vertreter von Strassenverkehrsverbänden.

(...)

³ Die Kommission bestimmt einen Ausschuss von höchstens 6 Mitgliedern für Fragen der Verkehrsinstruktion, insbesondere für die Durchführung der Schülerradfahrer-Prüfungen.

(...)

VD

Loi sur la circulation routière du 25 novembre 1974 (LVCR ; RSV 741.01)

Art. 2 – Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat:

(...)

3. peut instituer le contrôle des cycles et celui des cyclistes dont les aptitudes suscitent des doutes;

(...)

ZH

Verordnung über die Organisation des Regierungsrates und der kantonalen Verwaltung vom 18. Juli 2007 (LS 172.11)

Anhang 1: Zuständigkeitsbereiche der Direktionen (§ 58)

¹⁰ Fassung vom 6. Mai 1986.

¹¹ § 12 Abs. 1 Fassung vom 8. März 1994.

¹² § 12 Abs. 3 eingefügt am 8. März 1994; GS 93, 62.

D. Volkswirtschaftsdirektion

(...)

3. Strassenverkehr (Strategisch-politische Verantwortung, insbesondere: Verkehrsrecht einschliesslich Grundlagen der Verkehrsfinanzierung: Strategische Planung und Vorstudien in den Bereichen Hochleistungsstrassen, Hauptverkehrsstrassen, Rad- und Fusswege, Verkehrsmanagement und Lärmschutz; Erteilung des Projektauftrags; Strassenfonds; Budgetierung sowie mittel- und langfristige Finanzplanung; Controlling; Beitragswesen; Baupolizei; Baulinien)

(...)

§ 10 ÉCOLES - FORMATION

I. Équipement des installations scolaires

Voir également chapitre 3 (Places de stationnement publiques pour vélos).

JU

Ordonnance sur les installations scolaires du 27 août 2002 (RSJ 410.316.1)

Art. 13 – Aménagement extérieurs

Les aménagements extérieurs comprennent quatre zones distinctes :

(...)

b) les espaces d'accès et de circulation : pour des raisons de sécurité, les accès piétons et les accès des véhicules sont séparés. Des places de stationnement sont aménagées pour les automobiles. Les cycles et cyclomoteurs disposent d'un abri couvert;

(...)

Directives concernant la construction et l'équipement des installations scolaires du 20 décembre 1985 (RSJ 410.316.11)

Art. 15 – Places de stationnement

¹ (...)

² Pour les bicyclettes et les vélomoteurs, il est aménagé des abris couverts munis de râteliers à raison de cinq à dix places par classe.

SZ

Weisungen über den Bau und die Ausstattung von Schulanlagen vom 1. April 1987 (SRSZ 611.311)

§ 1 – Geltungsbereich

Diese Weisungen gelten für Neu-, Erweiterungs- und Umbauten sowie für die Ausstattung von Schulanlagen der Volksschulen.

§ 27 – Spezialräume

Bei Schulanlagen ist der Bedarf an folgenden Spezialräumen und Einrichtungen zu überprüfen:

(...)

o) Veloständer (überdeckt) oder Einstellräume) Veloständer (überdeckt) oder Einstellräume

(...)

VS

Reglement zur Festlegung der Weisungen und Richtlinien über Schulhausbauten (RS/VS 400.200)

Art. 35

Das Schulgelände wird gemäss der Bestimmung in mehrere Bereiche aufgeteilt.

Diese umfassen:

a) Zugangs- und Verkehrsfläche

Die Zugangswege für Fahrzeuge und Fussgänger sind voneinander zu trennen. Parkplätze für Fahrzeuge können subventioniert werden. Ein gedeckter Einstellraum für Velos und Motorfahräder soll in dieser Zone zur Verfügung stehen.

(...)

Règlement fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires du 23 mars 2005 (RS/VS 400.200)

Art. 35

L'aire scolaire est répartie en plusieurs zones distinctes de par leur affectation.

Elle comprend:

a) la zone des accès et de circulation Les accès des véhicules et des piétons doivent être complètement distincts. Des places de stationnement pour véhicules peuvent être admises au subventionnement. Un espace couvert suffisant

(...)

ZH

Schulordnung für die Kantonale Maturitätsschule für Erwachsene vom 4. Februar 1997 (LS 413.222)

§ 24. – Schadenersatz und Haftung

Für schuldhafte Beschädigung von Gebäuden, Anlagen und Einrichtungen der Schule ist von den Fehlbaren Schadenersatz zu leisten.

Für Beschädigung, Verlust oder Diebstahl von persönlichen Effekten der Studierenden, insbesondere von Motorfahrzeugen oder Fahrrädern, haftet die Schule nicht.

II. Trajets et transports scolaires

Prescriptions de droit fédéral

Constitution fédérale de la Confédération suisse (CF; RS 101)

Art. 19 – Droit à un enseignement de base
Le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit est garanti.

Il découle du droit entériné dans l'art. 19 de la CF à un «enseignement de base suffisant et gratuit» le droit à la couverture des frais de transport dès lors que le trajet scolaire ne peut être emprunté par l'enfant au vu de sa longueur excessive ou de sa dangerosité¹³.

AG

Verordnung über die integrative Schulung von Kindern und Jugendlichen mit Behinderungen, die Sonderschulung sowie die besonderen Förder- und Stützmassnahmen vom 8. November 2006 (V Sonderschulung; SAR 428.513)

§ 13 – Schülertransporte

¹ Für Schülerinnen und Schüler, die den Sonderkindergarten oder die Sonderschule nicht selbstständig zu Fuss, mit dem Fahrrad oder mit öffentlichen Verkehrsmitteln erreichen können, organisiert die Schule den Transport.

² Die Sonderkindergärten und Sonderschulen übernehmen die notwendigen Transportkosten.

³ Notwendige Transportkosten meint die kostengünstigste Variante für Fahrten der Schülerinnen und Schüler mit öffentlichen Verkehrsmitteln vom Wohnort zur Schule und umgekehrt an Schultagen beziehungsweise am Anfang und am Ende der Schulwoche bei stationärer Sonderschulung. Ist der Transport mit öffentlichen Verkehrsmitteln oder mit dem Sammeltransport der Schule im Einzelfall nicht zumutbar, werden für die Verwendung eines privaten Transportmittels pro Kilometer 45 Rappen (Personenwagen) beziehungsweise 18 Rappen (Motorrad) oder die Auslagen für Taxifahrten vergütet.¹⁴

⁴ Können sich die Schule und die gesetzliche Vertretung der Schülerin oder des Schülers über die Modalitäten des Transports und den Kostenersatz nicht einigen, entscheidet darüber das Departement Bildung, Kultur und Sport.

¹³ comp aussi : ATF 133 I 156, consid. 3

¹⁴ Eingefügt durch Verordnung vom 7. November 2007, in Kraft seit 1. Januar 2008 (AGS 2007 S. 475).

SO

Verordnung über die Subventionierung von Transport-, Verpflegungs- und Unterkunftskosten der Schulgemeinden vom 21. Juli 1970 (BGS 411.311.51)

§ 1. Das Departement für Bildung und Kultur entscheidet, ob der Schulweg unverhältnismässig weit oder beschwerlich ist, unter Berücksichtigung folgender Kriterien:

- a) Alter der Schüler und die von ihnen besuchten Schularten;
- b) Distanzen und Höhendifferenzen;
- c) Verkehrsdichte;
- d) Strassenbreite und -zustand, Kreuzungen und Einmündungen;
- e) Vorhandensein von Trottoirs, Radwegen und Radstreifen;
- f) Zumutbarkeit der Benützung eines Fahrrades;
- g) Grad der geistigen oder körperlichen Behinderung von Schülern;
- h) Gesundheitszustand einzelner Schüler;
- i) Zahl der Schüler, die gleichzeitig auf dem Schulweg sind.

Vollzugsverordnung zum Volksschulgesetz vom 5. Mai 1970 (BGS 413.121.1)

§ 59.¹⁵ – Unverhältnismässig weiter oder beschwerlicher Weg

Bei der Beurteilung, ob ein Schulweg unverhältnismässig weit oder beschwerlich ist, sind insbesondere folgende Kriterien zu berücksichtigen:

- a) Alter des Kindes und die von ihm besuchte Schulart;
- b) geistige und körperliche Gesundheit des Kindes;
- c) Distanzen und Höhendifferenzen;
- d) Verkehrsdichte;
- e) Strassenbreite und -zustand, Kreuzungen und Einmündungen;
- f) Vorhandensein von Trottoirs, Radwegen und Radstreifen;
- g) Zahl der Kinder, die gleichzeitig auf dem gleichen Schulweg sind;
- h) Zumutbarkeit, ein Fahrrad zu benützen;
- i) Möglichkeit, öffentliche Verkehrsmittel zu benützen.

TG

Gesetz über die Volksschule vom 29. August 2007 (RB 411.11)

§ 25 – Schulweg

¹ Für die Aufsicht über den Schulweg sind grundsätzlich die Erziehungsberechtigten verantwortlich.

² Bei unzumutbaren Schulwegen sorgen die Schulbehörden für Abhilfe. Sie sind bestrebt, Verkehrsgefahren so weit als möglich herabzusetzen.

³ Fussmarsch und Fahrradbenutzung gehen dem Schülertransport vor.

¹⁵ § 59 Fassung vom 18. Dezember 2007.

UR

Reglement über die Entschädigung bei unzumutbarem Schulweg im Rahmen des sonderpädagogischen Angebots vom 16. Dezember 2008 (RB 10.1617)

Artikel 1 – Gegenstand

¹ Dieses Reglement regelt die Abgeltung von Reisekosten bei unzumutbarem Schulweg, die im Rahmen des sonderpädagogischen Angebots an der Therapiestelle für den Transport von Kindern und Jugendlichen zur Therapie anfallen.

² Für Kinder und Jugendliche, die sich aufgrund ihrer Behinderung nicht selber fortbewegen können, gilt Artikel 6 der Verordnung über das sonderpädagogische Angebot im Kanton Uri.

Artikel 2 – Grundsätze

¹ Eine Entschädigung wird nur dann ausgerichtet, wenn es unzumutbar ist, den abgeltungsberechtigten Weg zu Fuss oder mit dem Fahrrad zurückzulegen.

² Massgeblich ist der Weg zwischen dem Schulhaus, in dem die Schülerin oder der Schüler die Volksschule besucht, und dem Ort der Therapie. Für Kinder, welche die Volksschule noch nicht besuchen oder wenn die Therapie nicht anschliessend an den normalen Unterricht stattfindet, ist der Weg zwischen Wohnhaus der Eltern und Ort der Therapie abgeltungsberechtigt.

³ Entschädigt werden die Kosten für den Transport des Kindes oder der des Jugendlichen.

Artikel 3 – Höhe der Abgeltung

¹ Entschädigt werden die Kosten des öffentlichen Verkehrsmittels.

² Kann der Weg nicht mit öffentlichen Verkehrsmitteln zurückgelegt werden, wird pro Kilometer eine Entschädigung von 70 Rappen ausgerichtet.

VD

Règlement concernant les indemnités pour frais de transport et de pension des élèves de la scolarité obligatoire du 16 juillet 1986 (Ri – TP ; RSV 400.01.1.3)

Art. 7 – Moyens de transports privés, a) vélomoteur ou bicyclette

¹ En l'absence d'un moyen de transport public utilisable ou d'un service spécial, les élèves domiciliés, par la voie la plus directe, à plus de 2,5 km, du bâtiment scolaire qu'ils fréquentent, et qui utilisent un vélomoteur ou une bicyclette, bénéficient, sur demande, de l'indemnité fixée à l'article 22 du présent règlement.

Art. 22 – Montant des indemnités

¹ Le montant des indemnités prévues par le présent règlement est fixé comme suit:

(...)

vélomoteur ou bicyclette Fr. 15.- par mois

(...)

III. Sorties scolaires

BS

Ordnung für die Durchführung von Abschlussreisen in den Gymnasien, der Wirtschaftsmittelschule und der Diplommittelschule vom 17. August 1988 (SG 413.880)

§ 5.

¹ Die Benützung des Flugzeuges ist im Einverständnis mit den Inhabern der elterlichen Rechte aller an der Reise teilnehmenden Schülerinnen und Schüler gestattet.

² Die Benützung von Velos ist im Einverständnis mit den Inhabern der elterlichen Rechte erlaubt.

³ Die Benützung von privaten Motorfahrzeugen ist untersagt. Beim Baden – insbesondere ausserhalb bewachter Badeplätze – und beim Bootfahren hat die Lehrkraft eine erhöhte Aufsichtspflicht.

⁵ Gletschertraversierungen sind nur in Begleitung eines Bergführers zulässig.

⁶ Kletterpartien sind verboten.

⁷ Bei den Abschlussreisen besteht ein Alkohol- und Drogenverbot. Das Alkoholverbot kann von der begleitenden Lehrkraft gelockert werden.

Ordnung für die Durchführung von Schulausflügen in den Primar-, Orientierungs- und Weiterbildungsschulen sowie den Kleinklassen, der Wirtschaftsmittelschule, der Diplommittelschule und den Gymnasien vom 23. September 1987 (SG 416.700)

§ 5. An den Schulausflügen sind dem Alter der Schüler angemessene Wanderungen oder Velotouren (siehe Abs. 5) zu unternehmen.

(...)

⁵ Die Benützung von Velos ist auf der Mittel- und Oberstufe im Einverständnis mit den Inhabern der elterlichen Rechte erlaubt. Diese sind auch für die Verkehrstüchtigkeit des Fahrrads verantwortlich.

(...)

IV. Enseignement sur les règles de la circulation / examen scolaire de conduite à vélo

GL

Vorschriften für den Verkehrsunterricht in der Schule (GS IV B/32/2)
(Erlassen vom Regierungsrat am 9. Juni 1981)

Art. 1 – Allgemeines

¹ Der intensive Strassenverkehr und die vielen Verkehrsunfälle verpflichten Eltern und Schule, dem Verkehr auf der Strasse die notwendige Aufmerksamkeit zu schenken.

² Der Verkehrsunterricht hat grundsätzlich im Elternhaus zu beginnen und soll von der Lehrerschaft auf allen obligatorischen Schulstufen weitergeführt werden. Dabei ist auf die örtlichen Verhältnisse Rücksicht zu nehmen.

³ Die theoretischen und praktischen Unterweisungen dürfen sich nicht auf die Verkehrsregeln beschränken; es sollen vielmehr auch Verantwortlichkeit, Anstand und Hilfsbereitschaft gefördert werden.

Art. 2 – Stoffplan

Kindergarten: Das Verhalten als Fussgänger auf der Strasse. Empfehlen des gefahrlosesten Schulweges.

1. und 2. Klasse: Das Verhalten als Fussgänger auf der Strasse. Erklärung der einfacheren Verkehrszeichen und Verkehrsregeln (Fussgängerstreifen usw.). Besprechung des Schulweges und seiner Gefahren. Empfehlen des gefahrlosesten Schulweges.

3. Klasse: Vertiefung des bisherigen Lehrstoffes. Erste Kontakte mit dem Velo: sein Zustand, Verhalten als Velofahrer auf der Strasse.

4. Klasse: Vertiefung des Lehrstoffes der Unterstufe. Behandeln der für einen Radfahrer wichtigen Probleme: Zustand des Fahrrades, Verhalten auf der Fahrbahn, in Kurven, beim Ueberholen, Zeichengebung bei Veränderung der Fahrtrichtung, Vortrittsrecht, Besprechung von Unfällen.

Oberstufe: Vertiefung des Lehrstoffes der Mittelstufe. Der Schüler als Mofalenker. Besprechung von Statistiken (Entwicklung im Fahrzeugverkehr, Anzahl und Ursachen der Verkehrsunfälle usw.). Verkehr und Umwelt. Verhalten bei Unfällen, Nothelferkurs.

Art. 3 – Zeitbedarf

¹ Für die Vermittlung der Stufenziele sind im Unterricht über das Jahr verstreut die notwendigen Stunden einzusetzen.

² Ferner ist im Laufe des Schuljahres im Rahmen des übrigen Unterrichts bei passender Gelegenheit auf die Probleme des Verkehrsunterrichtes zurückzukommen.

Art. 4 – Lehrer

Der Verkehrsunterricht wird in der Regel vom Klassenlehrer erteilt.

Art. 5 – Beizug der Polizei

Zur Unterstützung der Lehrerschaft werden vom Polizeikommando speziell ausgebildete Polizisten zur Verfügung gestellt.

Art. 6 – Lehrmittel

Allfällige Hilfs- und Lehrmittel werden von der Lehrmittelkommission geprüft und gegebenenfalls in das Verzeichnis der obligatorischen und gestatteten Lehrmittel aufgenommen.

Verordnung über den Strassenverkehr vom 3. März 1978 (BGS 733.11.)

§ 34.¹⁶ – Schüler-Radfahrerprüfungen

¹ Alle radfahrenden Kinder des vierten Volksschuljahres haben eine theoretische und eine praktische Radfahrerprüfung abzulegen. Der Zeitpunkt wird vom Departement für Bildung und Kultur festgelegt.

² Kinder, welche die Prüfung nicht bestehen oder sie nicht absolvieren, haben im fünften Volksschuljahr eine Prüfung abzulegen.

³ Die Prüfungen sind durch die Polizeiorgane und durch die vom Departement für Bildung und Kultur bestimmten Experten abzunehmen.

Verordnung über die Entschädigung der Experten bei den Schüler- Radfahrerprüfungen vom 2. Februar 1988 (BGS 126.515.123.53)

§ 1.

Die Experten erhalten für die Durchführung der Schüler-Radfahrerprüfungen folgende Entschädigungen:

- a) 80 Franken für eine ganztägige Beanspruchung;
- b) 50 Franken für eine halbtägige Beanspruchung.

§ 2.

Die Entschädigung für die Korrektur von Prüfungsblättern beträgt 1 Franken pro Schüler.

¹⁶ § 34 Fassung nach § 20 Ziff. 15 Schuljahrverordnung vom 27. Oktober 1987; GS 90, 994.

§ 11 AUTRES DISPOSITIONS

I. Objets trouvés

BL

Verordnung über das Fundwesen und das Verwertungswesen vom 17. Juli 2007 (SGS 211.91)

Art. 7¹⁷ – Herrenlose Fahrzeuge

¹ Herrenlose Fahrzeuge, Motorfahrzeuge, Fahrräder, Motorfahrräder sowie Motorräder werden durch die Polizei eingesammelt und dem Verwertungsdienst zur Verwahrung und Verwertung übergeben.

^{1 bis} Der Verwertungsdienst erfasst die herrenlosen Fahrzeuge in der gemeinsamen Datenbank gemäss § 2.6.

² Nach Ablauf von drei Monaten seit der Verwahrung werden die herrenlosen Fahrräder, Motorfahrräder und Motorräder verwertet, sofern sich keine Eigentümerin oder kein Eigentümer meldet.

³ Der Erlös verfällt der Staatskasse.

BS

Verordnung über die Behandlung von Fundsachen vom 2. Juli 2007 (Fundsachenverordnung; SG 214.200)

§ 3. – Hinterlegung des Fundgegenstandes

¹ Fundgegenstände mit einem Schätzwert von unter CHF 100 können in der Regel nicht hinterlegt werden, es sei denn, es liege ein öffentliches Interesse am Fundstück (Ausweise, Schlüssel, gefährliche Gegenstände usw.) vor.

² Über die beim Bereich Bevölkerungsdienste und Migration hinterlegten Fundgegenstände wird ein Register geführt.

³ Der Finderin oder dem Finder ist für die abgelieferten Fundgegenstände auf Verlangen eine schriftliche Empfangsbestätigung auszuhändigen.

§ 4. – Herrenlose Fahrräder, Motorfahrräder und Motorräder
Herrenlose Fahrräder, Motorfahrräder und Motorräder werden durch die Kantonspolizei entgegen genommen und aufbewahrt.

§ 5. – Kontrollschilder

Aufgefundene Kontrollschilder müssen bei der Motorfahrzeugkontrolle der Kantonspolizei abgegeben werden.

§ 7. – Aufbewahrungsfristen

(...)

³ Herrenlose Fahrräder, Motorfahrräder und Motorräder, welche durch die Kantonspolizei entgegen genommen und aufbewahrt werden, werden nach Ablauf einer dreimonatigen Aufbewah-

¹⁷ Fassung vom 21. April 2009 (GS 36.1087), in Kraft seit 1. Juli 2009.

rungsfrist gemäss § 9 und § 12 verwertet, sofern sich die Eigentümerin oder der Eigentümer nicht innert obgenannter Frist meldet.

§ 12. – Herrenlose Fahrräder, Motorfahrräder und Motorräder

Die Bewilligung zur Versteigerung von herrenlosen Fahrrädern, Motorfahrrädern und Motorrädern erteilt die Staatsanwaltschaft Basel-Stadt.

§ 13. – Kosten

¹ Die Kosten der Versteigerung oder des Freihandverkaufs werden aus den Gebühren bestritten.

II. Déchets

SO

Verordnung über die Lagerung und Beseitigung von ausgedienten Fahrzeugen (BGS 812.53)

§ 2. – Begriffe

¹ Als Fahrzeuge gelten Motorfahrzeuge im Sinne des Bundesgesetzes über den Strassenverkehr, Motorfahräder, nicht motorbetriebene Fahrzeuge wie Fahrräder und Anhänger sowie deren Bestandteile.

² Als ausgedient gelten dauernd ausser Betrieb gesetzte oder im Verkehr nicht mehr zugelassene Fahrzeuge.

³ Als Schrott gelten metallische oder hauptsächlich aus Metall bestehende Abfälle, die wegen ihrer Grösse nicht in die Spezialsammlungen der Gemeinden gegeben werden können.

§ 3. – Pflichten der Inhaber ausgedienter Fahrzeuge

¹ Die Inhaber von ausgedienten Fahrzeugen sind verpflichtet, diese auf eigene Kosten der Verwertung und Beseitigung zuzuführen.

² Sie haben die Fahrzeuge zu diesem Zweck innert Monatsfrist zu einem vom Amt für Umwelt bezeichneten Autosammelplatz zu bringen oder bringen zu lassen.

³ Ausgediente Fahrzeuge dürfen, auch auf privatem Grund, nicht im Freien abgelagert und stehengelassen werden. In geschlossenen Gebäuden ist das Stehenlassen im Rahmen der geltenden polizeilichen Vorschriften gestattet.

§ 4. – Amtliche Beseitigung

¹ Die Polizei fordert den Inhaber eines widerrechtlich stehengelassenen Fahrzeuges zur ordnungsgemässen Beseitigung im Sinne von § 3 auf. Wird der Aufforderung nicht Folge geleistet, setzt das Amt für Umwelt eine letzte Frist zur Beseitigung unter gleichzeitiger Androhung von Strafe nach § 31 der Kantonalen Verordnung über die Abfälle (KAV) und Ersatzvornahme zulasten des Inhabers.

² Als Inhaber gilt im Zweifelsfalle der letzte Halter eines Fahrzeuges. Kann dieser nicht ermittelt werden, sorgt das Amt für Umwelt für die Beseitigung des Fahrzeuges.

³ Die Kosten der Ersatzvornahme bei unbekanntem Fahrzeuginhaber werden aus dem Fonds gedeckt, der mit den Eingängen der 1974¹⁸ erhobenen Gebühr geäufnet wurde.

§ 5. – Betriebsbewilligung

¹ Der Betrieb eines Sammelplatzes erfordert eine Bewilligung im Sinne von § 21 der Kantonalen Verordnung über die Abfälle. ² Die Bewilligung wird erteilt, wenn der Gesuchsteller Gewähr dafür bietet, dass

- die Fahrzeuge vorschriftsgemäss gelagert und
- umweltgerecht verwertet und beseitigt werden oder
- innert nützlicher Frist der Verwertung und Beseitigung zugeführt werden.

§ 6. – Vollzug

Soweit nichts anderes bestimmt, obliegt der Vollzug dieser Bestimmungen dem Amt für Umwelt. Dieses kann zur Erfüllung seiner Aufgaben die Dienste der Kantonspolizei beanspruchen sowie Fachleute der Motorfahrzeugkontrolle beiziehen.

¹⁸ Die Gebührenerhebung erfolgte gestützt auf § 10 der Verordnung über die Lagerung und Beseitigung ausgedienter Fahrzeuge vom 18. April 1973 (GS 86, 120).

VD

Règlement d'application de la loi du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets du 20 février 2008 (RLGD ; RSV 814.11.1)

Art. 17 – Véhicules, objets métalliques

¹ Le dépôt ou l'abandon de véhicules automobiles hors d'usage, de parties de ceux-ci, notamment les pneus, ainsi que d'autres objets métalliques encombrants, est interdit sur tout le territoire cantonal, tant sur le domaine public que sur la propriété privée, hors d'un local ou d'une place de dépôt ou de stationnement conforme à la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (ci-après : LATC).

² Ces déchets sont remis aux entreprises d'élimination autorisées par le département.

³ Sont considérés comme hors d'usage tous les véhicules à moteur ainsi que les remorques de tous genres et catégories, dépourvus de permis de circulation valable, les cycles, cyclomoteurs, machines et véhicules de chantier inaptes à circuler.

⁴ Les bateaux inaptes à la navigation sont assimilés aux véhicules hors d'usage.

VS

Beschluss des Staatsrats betreffend die Beseitigung von ausgedienten Motorfahrzeugen und die Errichtung ihrer Abstellplätze (RS/VS 814.204)

Art. 1

Das Abstellen eines Motorfahrzeuges auf einem andern als durch das Justiz-, Polizei- und Sanitätsdepartement bewilligten öffentlichen oder privaten Platz ist verboten. Als aufgegeben gilt jedes Motorfahrzeug, welches keine gesetzlichen Kontrollschilder besitzt und auf einem öffentlichen oder privaten Grundstück abgestellt wird. Vorbehalten bleiben jene Motorfahrzeuge, die an einem eigens bewilligten Ort zu Handelszwecken abgestellt werden.

Art. 2

Der Eigentümer eines auf einem bewilligten Platz abgestellten Fahrzeuges oder Teilen davon verliert sein Eigentumsrecht gemäss Artikel 729 des Zivilgesetzbuches. Der Inhaber, der für deren Abstellen die Betriebsbewilligung hat, verfügt ohne Entschädigung über dieses Material.

Art. 3

Ist ein Motorfahrzeug auf einem öffentlichen oder privaten Grundstück abgestellt, so kann sein Eigentümer aufgefordert werden, dasselbe auf einem bewilligten Platz abzustellen. Kommt der Eigentümer dieser Aufforderung innerhalb der festgesetzten Frist nicht nach, wird das Fahrzeug auf seine Kosten durch die Gemeindeverwaltung auf einen bewilligten Abstellplatz gebracht. Kann der Eigentümer des Fahrzeuges nicht ermittelt werden, so können die Transportkosten dem Eigentümer, auf dessen Grundstück das Fahrzeug ausgesetzt wurde, auferlegt werden. Dem Grundstückseigentümer bleibt das Beschwerderecht gegen den Eigentümer des Fahrzeuges vorbehalten.

Art. 4

Jede Gemeinde ist gehalten, ihr Gebiet beaufsichtigen zu lassen und alle aufgegebenen Motorfahrzeuge und andere Gegenstände, wie Ofen, Kochherde, Kühlschränke, Waschmaschinen, Motorräder usw., auf einen bewilligten Abstellplatz bringen zu lassen.

Art. 5

Motorfahrzeuge, welche vorübergehend die für sie ausgehängten Wechselschilder nicht tragen, sind als aufgegeben zu betrachten, insofern sie nicht auf einem Privatparkplatz mit festem Untergrund (betoniert, gepflastert, mit Steinplatten belegt, geteert usw.) abgestellt sind. Motorfahrzeuge und Anhänger, die keinerlei Kontrollschilder tragen und die auf einem öffentlichen oder privaten Grundstück stehen, sind als aufgegeben und dem vorliegenden Beschluss unterstehend zu betrachten, es sei denn, sie befinden sich an einer durch die zuständige Behörde bewilligten Stelle.

Art. 15

Der vorliegende Beschluss ist analogerweise anwendbar:

a) auf Teile von Motorfahrzeugen;

b) auf andere hauptsächlich aus Metall bestehende Gegenstände von gewisser Grösse (Öfen, Kochherde, Kühlschränke, Waschmaschinen, Motorräder, Fahrräder usw.).

Arrêté concernant l'élimination des véhicules automobiles hors d'usage et l'aménagement de leurs places de dépôt du 15 septembre 1976 (RS/VS 814.204)

Article premier

Il est interdit d'abandonner un véhicule automobile à un endroit autre que sur une place de dépôt publique ou privée autorisée par le Département de justice, police et de la santé publique. Est considéré comme abandonné tout véhicule automobile dépourvu des plaques de contrôle réglementaires et parqué sur un bien-fonds public ou privé. Est réservé le cas des véhicules automobiles qui stationnent à des fins commerciales à un endroit autorisé.

Art. 2

Le propriétaire de tout véhicule ou partie de véhicule automobile amené sur une place de dépôt autorisée est censé faire abandon de son droit de propriété, conformément à l'article 729 du Code civil. Le titulaire de l'autorisation d'exploitation de dépôt dispose de ce matériel sans indemnité.

Art. 3

Si un véhicule automobile est abandonné sur un bien-fonds public ou privé, son propriétaire peut être sommé de le déposer sur une place autorisée. S'il n'obtempère pas à cette sommation dans le délai imparti, le véhicule est amené à ses frais par l'administration communale à une place de dépôt autorisée. Si le propriétaire du véhicule ne peut être déterminé, les frais de transport peuvent être mis à la charge du propriétaire du bien-fonds sur lequel le véhicule a été abandonné. Le droit de recours du propriétaire du bien-fonds contre le propriétaire du véhicule est réservé.

Art. 4

Il incombe à chaque commune d'organiser une surveillance de son territoire et de faire évacuer tout véhicule automobile ou autres objets abandonnés tels que poêles, cuisinières, armoires frigorifiques, machines à laver, motocyclettes, etc. vers une place de dépôt autorisée.

Art. 5

Les véhicules automobiles pour lesquels des plaques de contrôle interchangeables ont été délivrées et qui en sont momentanément démunis sont considérés comme abandonnés, à moins de se trouver sur une place de parc privée comprenant un fond en matière dure (bétonné, pavé, dallé, goudronné, etc.). Les véhicules et les remorques démunis de toute plaque de contrôle et parqués sur un bien-fonds public ou privé sont considérés comme abandonnés et assujettis à

l'arrêté, à moins de se trouver dans un endroit admis par l'autorité compétente.

Art. 15

Le présent arrêté est applicable par analogie:

a) aux parties de véhicules automobiles;

b) aux autres objets d'un certain volume en matière principalement métallique (poêles, cuisinières, armoires frigorifiques, machines à laver, motocyclettes, bicyclettes, etc.).

III. Autres

SO

Vollzugsverordnung zum Gesetz über die öffentlichen Ruhetage vom 6. Oktober 1964 (BGS 512.42)

§ 4. Ohne Bewilligung sind, unter möglicher Wahrung der Sonn- und Feiertagsruhe, im weiteren an Ruhetagen gestattet:

(...)

6. Dringende Reparaturen an Motorwagen, Motor- und Fahrrädern, Schiffen und Flugzeugen;

(...)

VS

Gesetz über die Schaffung eines kantonalen Fonds für die Tuberkulosebekämpfung vom 18. November 1950 (RS/VS 818.15)

Art. 1

Es wird ein kantonaler Spezialfonds für die Tuberkulosebekämpfung geschaffen.

Art. 2

Dieser Fonds ist gemäss der einschlägigen eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung zu verwenden.

Art. 3

Der Fonds wird von der Liga zur Bekämpfung der Tuberkulose verwaltet.

Art. 4

Das Gesundheitsdepartement überwacht die Verwaltung und das Finanzdepartement die Buchführung des Fonds.

Art. 5

Zur Speisung des Fonds wird auf sämtlichen Akten, Entscheiden, Bewilligungen und Patenten der Verwaltungsbehörden eine Spezialgebühr erhoben auf Grund einer vom Staatsrat gemäss nachstehendem Rahmen aufzustellenden

Tabelle:

(...)

Verkehrsbewilligung für Velo und Hilfsmotor Fr. 1.00

(...)

Verkehrsbewilligung für Fahrräder Fr. 0.50

(...)